

Les musulmans s'équipent contre la radicalisation

Le Conseil régional du culte musulman créé une cellule de soutien aux familles repérant des changements soudains chez leurs ados. Pas question de laisser du champ aux recruteurs.

Entretien

Mourad Sandi.

Président du Conseil régional du culte musulman.

Il existe une cellule de lutte antiradicalisation en préfecture. Pourquoi créer la vôtre ?

Après ces attentats, comme après ceux de janvier, nous, musulmans, avons beaucoup manifesté notre émotion. Nous nous sommes beaucoup rassemblés et exprimés. Mais il est temps d'agir pour préserver notre jeunesse et notre unité nationale. Le fait que notre région soit préservée actuellement ne signifie pas qu'elle est à l'abri des recruteurs. Nous devons consolider la paix dont nous bénéficions. Le but est de responsabiliser tout le monde. Aucune mosquée de la région ne doit y échapper.

Face à un jeune prêt à partir en Syrie, cette cellule ne risque pas de virer au gadget ?

Même si nous n'en sortons que quelques-uns... Nous devons apporter notre contribution. Mais cette cellule propose avant tout un travail de prévention. La radicalisation, ça ne se fait pas en une nuit. L'objectif est de



repérer ceux qui dérivent avant l'endoctrinement complet. C'est sur eux que nous pouvons agir ensemble, sans les montrer du doigt.

Quels signes doivent inquiéter les familles ?

Il ne faut pas « s'inquiéter ». Il faut rester vigilant. Tout changement brutal, soudain, de comportement doit être questionné. Un jeune qui interdirait subitement à sa sœur ou sa mère de sortir ou de travailler dans la tenue qu'elle souhaite. Un autre qui changerait subitement de tenue vestimentaire. Ou qui se mettrait à passer un temps inhabituel sur internet. Un jeune qui s'isole, pour ne plus être influencé par ses proches, sa communauté... Il faut se poser des questions et, au moindre soupçon, en parler à son imam.

Qui intervient dans cette cellule ?

Des imams, des éducateurs, des psychologues déjà en place à Laval et Nantes. Si des besoins se font sentir au Mans, il y en aura là-bas aussi. Ils sont là pour donner aux familles les arguments pour combattre l'endoctrinement, qui vise d'abord des jeunes adolescents qui ne connaissent pas la religion. Plus on connaît la religion, plus on est protégé. Nous pensons pouvoir toucher les familles, en toute discrétion. Elles n'osent pas toujours alerter les pouvoirs publics. Elles peuvent se dire : mon fils va-t-il partir en prison ?

Qui visent les recruteurs ?

Tous les profils ! Des convertis. Des jeunes des milieux très aisés, ou très défavorisés... D'autres qui ont eu des problèmes avec la justice. Leur point commun ? Des personnes fragilisées, en quête de rachat ou de stabilité.

Parallèlement, vous ouvrez une cellule de lutte contre les discriminations religieuses. Pourquoi ?

On sait que la discrimination peut nourrir la frustration, la colère, notamment chez les jeunes. L'État fait déjà un effort considérable dans ce domaine. Mais là encore, nous pouvons et devons l'accompagner. La